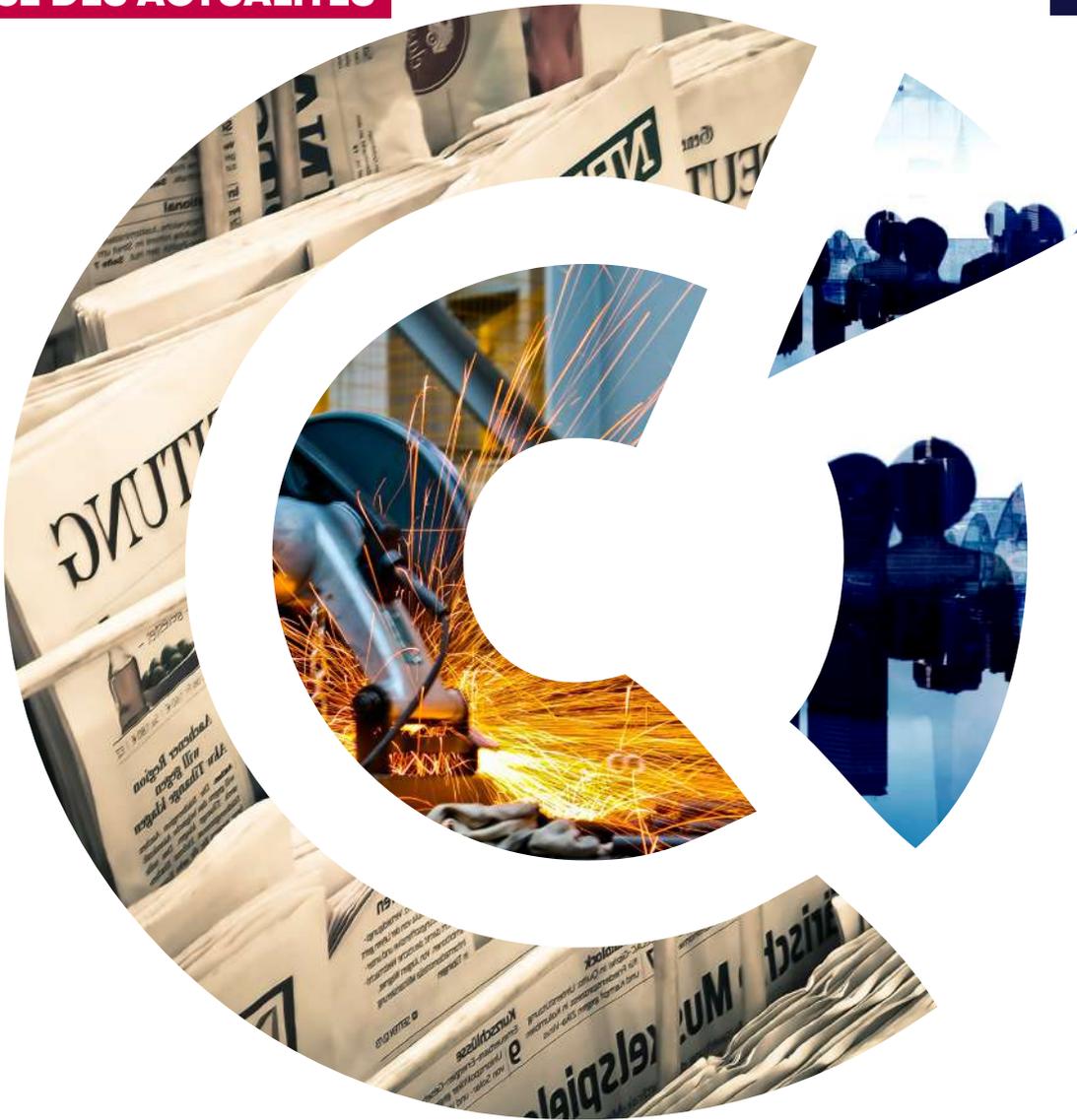


NEWSLETTER

JEUDI 29 AOÛT 2019 | **ACTUALITÉS - ÉCONOMIE/BUSINESS**

SYNTHÈSE DES ACTUALITÉS

#N°8



I NEWS RDC



I NEWS INTERNATIONALES



I ACTU DES MEMBRES/CCIFC





Le gouvernement Ilunga est enfin là !

C'est finalement aux petites heures (5h00, heure de Kinshasa) du lundi 26 août 2019 que le premier gouvernement du président Felix Tshisekedi a été rendu public. Le gouvernement de 65 personnes sera dirigé par le premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba qui a été nommé le 20 mai dernier. Annoncé par le premier ministre lui-même à la cité de l'Union africaine (résidence du président le République), on peut d'ores et déjà retenir les nominations suivantes (non exhaustives) :

Vice-premier ministres :

Vice-premier ministre, ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières: Monsieur Gilbert Kankonde Malamba

Vice-premier ministre, ministre de la justice et garde des sceaux: Monsieur Célestin Tunda Ya Kasende

Vice-premier ministre, ministre du budget: Monsieur Jean-Baudouin Mayo Mambeke

Vice-premier ministre, ministre du plan: Madame Elysée Munembwe

Vice-premier ministre, ministre des infrastructures et travaux publics: Monsieur Willy Ngopos

Ministres d'Etat et ministres :

Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : Madame Marie Ntumba Nzeza

Ministre d'Etat, ministre de la coopération internationale, intégration régionale et francophonie: Monsieur Pépin Guillaume Mandjolo Buakila

Ministre d'Etat, Ministre des hydrocarbures: Monsieur Rubens Mikindo Muhima

Ministre d'Etat, Ministre de la décentralisation et des réformes institutionnelles: Monsieur Azarias Rubewa Maniwa

Ministre d'Etat, ministre des ressources hydroliques et de l'électricité: Monsieur Eustache Muranzi Mubembe

Ministre d'Etat, ministre de l'emploi, travail et prévoyance sociale: Madame Néné Nkulu Ilunga

Ministre d'Etat, ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique: Monsieur Willy Bakonga Wilima

Ministre d'Etat, ministre du genre, famille et enfant: Madame Béatrice Lomeya

Ministre d'Etat

Ministre de l'urbanisme et habitat: Pius Muabilu Mbayu Mukala

Ministre d'Etat, ministre de la communication et médias: David Jolino Makelele

Ministres :

Ministre de la défense nationale et anciens combattants: Monsieur Aimé Ngoy Mukena

Ministre de fonction publique: Madame Yollande Ebongo Bosongo

Ministre des finances: José Sele Yalaghuli

Ministre de l'économie nationale: Acacia Bandubola Mbongo

Ministre du portefeuille: Monsieur Clément Kwete Nimi

Ministre du commerce extérieur: Monsieur Jean-Lucien Bussa

Ministre de mines: Monsieur Willy Kitobo

Ministre des postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication: Monsieur Augustin Kibassa Maliba
Ministre de la santé: Monsieur Eteni Longondo
Ministre des droits humains: Monsieur André Lite Asebeya
Ministre des relations avec le Parlement: Déo Gracias Nkusu
Ministre de l'environnement et développement durable: Monsieur Claude Nyamugabo Bazibuwe
Ministre de transports et voies de communication: Monsieur Didier Mazengu Mukanzu
Ministre de l'agriculture: Monsieur Jean Joseph Kasonga Mukuta
Ministre de la pêche et élevage: Monsieur Jonathan Bialosuka Wata
Ministre du développement rural: Monsieur Guy Mukulu Pombo
Ministre des affaires sociales: Madame Rose Boyata Monkaju
Ministre des actions humanitaires et solidarité nationale: Monsieur Steve Mbikayi Mabuluki
Ministre de l'enseignement supérieur et universitaire: Monsieur Thomas Luhaka Losendjola
Ministre de la recherche scientifique et innovations technologiques: Monsieur José Panda Kabangu
Ministre des affaires financières: Monsieur Aimé Sakombi Molendo
Ministre de l'industrie: Monsieur Julien Paluku
Ministre de la formation professionnelle, arts et métiers: Monsieur John Ntumba MpanuMupakole
Ministre de l'aménagement du territoire: Monsieur Agéé Matembo Toto
Ministre des classes moyens, petites et moyennes entreprises, artisanat: Monsieur Justin Kalumba Mwanangongo
Ministre de la jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté: Monsieur Erastone Kambale Songo
Ministre des sports et loisirs: Monsieur Marcel Amos Mbayo Kitenge
Ministre du tourisme: Docteur Yves Bonkulu Zola
Ministre de la culture et des arts: Monsieur Jean-Marie Lukundji Kikuni
Ministre près le président de la République: Monsieur André Kabanda Kana
Ministre près le premier ministre: Madame Jacqueline Penge

Ministres délégués :

Ministre délégué au près du ministre de la défense nationale et anciens combattants, chargé des anciens combattants: Monsieur Sylvain Mutombo Kabinga
Ministre délégué au près du ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières, chargé des affaires coutumières: Monsieur Herold Mvunzi Meya
Ministre délégué au près du ministre des affaires sociales, chargé des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables: Madame Irène Esambo Diata

Vice-ministres :

Vice-ministre de la justice: Monsieur Bernard Takayishe Ngumbi
Vice-ministre de l'intérieur: Monsieur Innocent Bokele Walaka
Vice-ministre du plan: Monsieur Freddy Kita Bukusu
Vice-ministre de budget: Monsieur Félix Momat Kitenge
Vice-ministre des affaires étrangères et des congolais de l'étranger: Monsieur Raymond Shedia Patayi
Vice-ministre de la coopération internationale et régionale: Monsieur Valéry Mukasa Muanabute
Vice-ministre des hydrocarbures: Monsieur Moussa Mondo
Vice-ministre des ressources hydrauliques et électricité: Monsieur Papy Pundu Lwamba

Vice-ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique: Monsieur Didier Budimbu Ntubwanga
Vice-ministre près le ministre des finances: Monsieur Junior Mata Melanga
Vice-ministre de l'économie nationale: Monsieur Didier Lutundula Okito
Vice-ministre des mines: Madame Alpha Dénise Lupetu Tshilumbayi
Vice-ministre de la santé: Monsieur Albert Mpeti Biyombo
Vice-ministre de l'environnement: Madame Jeanne Ilunga Zayina
Vice-ministre de l'enseignement supérieur et universitaire: Madame Liliane Banga Luwaboshi
Vice-ministre des transports et voies de communication: Monsieur Jacques Yuma Kipuya
Vice-ministre de la formation professionnelle, arts et métiers: Monsieur Germain Kaminga Katomba



Exploitation minière : les mines congolaises à l'épreuve de la traçabilité

« La traçabilité des produits miniers en RDC a un fondement légal et réglementaire dans la législation minière congolaise ». Tel est le postulat défendu bec et ongles par le Secrétaire général aux mines, le 13 septembre à Kolwezi 2018, lors de la troisième édition de la Conférence minière.

Cette thèse, il en fait son crédo et ne manque pas de le partager avec les tiers, notamment avec Le Courrier de Kinshasa qui en a épinglé quelques aspects après exploitation du rapport ayant sanctionné le forum susdit. « Tout doit être tracé dans le secteur minier », s'est convaincu d'emblée Joseph Ikoli Yombo Y'Apeke. Qu'il s'agisse des flux de matières que financiers pour renforcer la transparence et la bonne gouvernance ainsi que l'instauration des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais, rien ne peut échapper à la règle.

A ceux qui pensent que notre système de traçabilité documentaire mis en œuvre par les services compétents du ministère des Mines est sous l'emprise du diktat des occidentaux, Joseph Ikoli Yombo Y'Apeke voit les choses autrement. Tout en réfutant cette allégation, il indique que les minerais provenant de la région des Grands lacs devraient clairement être tracés au risque d'être frappés d'embargo. Ce qui, a-t-il ajouté, s'est malheureusement réalisé pour les minerais des 3T et l'or de production artisanale. Entretemps, quatre minerais ont été retenus comme « minerais de conflits », à savoir la cassitérite, le coltan, le wolframite (le tungstène) et l'or pour avoir servi à financer les conflits armés récurrents dans la région des Grands lacs africains. Pour le secrétaire général aux mines, il est clair que cet état des choses ne pouvait que favoriser l'engouement de plusieurs prestataires des services de traçabilité ou de certification des minerais en RDC en vue d'offrir leurs services aux pays de la Cirgl.

C'est justement pour décriminaliser le secteur minier de l'est du pays que le ministère des Mines a dû accepter les services du premier prestataire qui s'est présenté avec son système « ITSCI », en l'occurrence, ITRI, a noté Joseph Ikoli. Et d'ajouter que le ministre des mines n'accorderait dorénavant aucun monopole à qui que ce soit dans ce domaine. Ce qui a donné lieu à la floraison des prestataires, chacun amenant sa technologie

passée alors au crible par l'OCDE, la Cirgl et les utilisateurs finaux. « Il s'agit ici non pas d'un diktat, du néo-colonialisme économique, d'une imposition, mais de répondre aux exigences et aux attentes de l'industrie de transformation de nos produits miniers », a-t-il argumenté.

Concernant le type des minerais susceptibles d'être tracés, Joseph Ikoli confirme qu'il s'agit de tous les minerais, sans exception. Des minerais d'exploitation industrielle à ceux d'exploitation artisanale, tous sont tenus à se plier à cette exigence qui leur évite de ne pas être éligibles sur le marché international. « C'est une exigence du commerce international des minerais. Nous avons les produits miniers mais nous n'avons pas le contrôle du marché international », a déclaré Joseph Ikoli. Opérant un distinguo entre les minerais exploités dans une zone de conflits ou une zone libre de conflits, ce responsable des mines congolaises trouve judicieux que le système de traçabilité à mettre en œuvre combine l'exercice du devoir de diligence et l'application du système de traçabilité documentaire existant.

A tout prendre, pour le ministère des Mines, a-t-il dit, le cobalt de production artisanale doit être tracé, car les sites sont éparpillés. Ce qui, du point de vue du ministère, rend laborieuse la quête de la provenance ou l'origine dudit minerais. « La fibre nationaliste qui coule dans nos veines doit nous amener au pragmatisme ou au réalisme. Aucun lot des minerais de production artisanale ne pourra être accepté s'il n'a pas été tracé ou n'ayant pas fait l'objet de l'exercice du devoir de diligence », s'est enquis le secrétaire général aux mines. Il regrette cependant que le pays n'ait toujours pas le contrôle du marché international dont il ne maîtrise pas les aléas et invite, par conséquent, au strict respect des exigences et attentes des consommateurs finaux. Le salut, pense-t-il, proviendrait « de la transformation de nos minerais sur place », dans la phase finale.



Hydrocarbure : vers l'implantation d'une raffinerie moderne de pétrole brut !

Le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, a levé l'option de voir s'implanter en RDC au moins une raffinerie moderne de pétrole. Objectif : offrir aux congolais du carburant made in DRC et contribuer à la baisse du prix du litre à la pompe.

Une délégation d'experts conduite par le conseiller principal au collège des Hydrocarbures au cabinet du chef de l'Etat est en mission à Houston, aux Etats-Unis d'Amérique, pour des pourparlers avec le géant américain VFUELS.

D'après Adalbert Jules Makutu Ma Mangwayaya, l'objectif de leur séjour au Texas est d'explorer les capacités techniques du constructeur américain des raffineries modulaires du pétrole brut. Mais aussi de convaincre des opérateurs économiques américains à investir dans ce domaine en RDC.

« Nous sommes venus visiter les installations de VFUELS et voir ses capacités techniques d'investir chez nous dans le secteur pétrolier surtout dans la partie aval », a expliqué le chef de la délégation.

Raffinage du pétrole brut en RDC

VFuels, avec qui le contact a été facilité par GMF, est intéressée à construire des infrastructures moderne pour le raffinage du carburant en RDC. Grâce à son expertise et expérience avérées dans plusieurs projets développés en Afrique de l'ouest, en Asie et en Amérique latine, cette société dispose de capacités de piloter un projet jusqu'à son achèvement.

De la faisabilité à la réalisation de projets clés en main, en passant par l'ingénierie de base, la levée de fonds, la conception et l'ingénierie détaillées, la fabrication ainsi que de l'exploitation et de la maintenance, VFuels rassure de la réussite de chaque étape du projet.

Pour le cas de la RDC, cette société au service du marché pétrolier reste disposée à installer la raffinerie moderne en deux ans afin de permettre

au président de la République, Félix Antoine Tshisekedi de procéder à son inauguration. Ainsi, les congolais pourraient avoir la possibilité de consommer le carburant extrait et raffiné en RDC.

Réduction des prix à la pompe

La démarche pour le président de la République consiste à recourir à des solutions visant à faire réduire le prix du carburant à la pompe. D'où la nécessité d'investir dans le raffinage afin de parvenir à cet objectif.

« Ici aux Etats-Unis d'Amérique, le litre à la pompe coûte 0,60 USD (à raison de 3,5 USD le gallon représentant 3,8 litres). Chez nous en Rd Congo, le litre s'achète à 1,32 USD. Ce contraste ne s'explique pas. La volonté du chef de l'Etat est claire là-dessus. Il faut arriver à réduire l'écart pour la satisfaction de son peuple », a indiqué le conseiller principal Adalbert Jules Makutu.

Si d'aucuns estiment que le moment est venu pour l'Exécutif congolais de passer à l'action, un compromis est en voie d'être négocié avec VFuels pour que le projet d'implantation d'une raffinerie moderne du pétrole brut soit réalisé en RDC. Car, l'usine de la SOCIR se trouvant à Moanda date de 1963. Et ses infrastructures, acquises de seconde main, ont été installées sous le mandat du président Kasa-Vubu.

« Nous nous sommes rendus compte que l'usine de Moanda est devenue pratiquement un nid d'oiseaux et que rien ne fonctionnait. On se contentait seulement, même jusqu'à présent, à stocker les produits raffinés qui viennent de tous les coins. Pourquoi ne pas relancer la raffinerie dans notre pays ? », s'est interrogé le chef de la délégation séjournant à Houston.

Source : ZOOM-ECO / MCP, via mediacongo.net



RDC : l'essor de l'écosystème numérique contribuera à l'émergence d'une économie forte et prospère

[ENTRETIEN] – Congo Business Network a organisé un événement sur l'écosystème numérique le 26 juillet 2019 à Kinshasa. Cette conférence a réuni les professionnels du numérique, notamment les ingénieurs, les entrepreneurs de commerce en ligne, les incubateurs, quelques responsables des banques et des sociétés de télécommunications, les start-ups tech, ainsi que la Présidence de la République qui a été représenté par le délégué du conseiller spécial en charge du Numérique.

En débriefing, Zoom Eco s'est entretenu avec Noel K. Tshiani, fondateur de Congo Business Network et Bonny Maya, directeur général de Tinda et eMart.cd. Ces deux personnes principales ont travaillé sur cet événement innovant sur l'écosystème numérique.

La Rd Congo se trouve dans l'écosystème numérique avec plusieurs projets, connaissez-vous quelques acteurs tech qui font bouger cet espace au pays ?

Noel K. Tshiani : Il y a aujourd'hui plusieurs start-ups au Congo dans différents secteurs. On peut facilement trouver des start-ups à travers le pays (à Kinshasa, à Goma, et à Lubumbashi). MaxiCash, MEDpay, Eteyelo, Tinda et Ebutelo font partie des start-ups prometteuses.

MaxiCash s'impose comme une solution de paiement pour les transactions financières. MEDpay simplifie les paiements des soins de santé pour les membres de la famille. Tinda s'est spécialisé dans le service de livraison de produits à domicile. Eteyelo a choisi de moderniser le secteur de l'éducation sur l'étendue du pays. Ebutelo est un logiciel de gestion intégré pour différents types d'entreprises en ligne comme les hôtels, les restaurants et le commerce de détail.

Avec une connaissance des entrepreneurs congolais ainsi que leurs projets dans le numérique, quelles sont les priorités pour vous afin de permettre la croissance des start-ups congolaises ?

Noel K. Tshiani : En tant que fondateur de Congo Business Network, je travaille avec de nombreuses start-ups et je parle avec leurs fondateurs pratiquement tous les jours. Ayant vécu et travaillé aux États-Unis pendant près de 23 ans, lorsque j'analyse l'écosystème start-up au Congo aujourd'hui, je conclus qu'il est au début dans presque tous les domaines.

La priorité pour les entrepreneurs devrait se concentrer sur une formation appropriée en entrepreneuriat, la mise en place de plateformes professionnelles de base telles que les sites Internet, les brochures, la création de pages d'entreprise sur les réseaux sociaux et l'utilisation d'adresses électroniques professionnelles. Ces domaines fondamentaux constitueront une bonne base pour passer à des sujets avancés en entrepreneuriat.

J'ai également observé que la majorité d'entrepreneurs sont très faibles en stratégie commerciale, notamment en compétence marketing, surtout en marketing digital qui nécessite des techniques sophistiquées de micro-ciblage et de segmentation de la clientèle basée sur des traits spécifiques.

Le monde est devenu très globalisé quand il s'agit des activités commerciales dans le numérique. Apprendre l'anglais de base est également une nécessité pour aller loin dans le business car la majorité d'informations sur Internet aujourd'hui sont en anglais, et non en français.

Source : /zoom-eco.net/



Le prix de l'or est au plus haut depuis six ans : comment l'expliquer ?

Le prix de l'or continue de monter et a atteint son plus haut niveau depuis 2013. Les investisseurs se réfugient dans l'or, valeur sûre dans cette période de turbulence.

Mardi midi, le prix de l'or atteignait 1535,11 dollar l'once (31,1 grammes). Le prix de l'or a augmenté de près de 20% depuis juin.

L'or a la faveur des investisseurs notamment en raison de la situation politique en Italie et la crainte d'un Brexit sans accord. La guerre commerciale entre les USA et la Chine cause aussi de la nervosité sur les marchés.



Source : RTBF / MCP, via mediacongo.net



Ticad 7 : Les opportunités que le Japon offre à l'Afrique

'Faire avancer le développement en Afrique par les personnes, les technologies et l'innovation". Tel est le thème de la 7ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad7), qui s'ouvre ce mercredi 28 août 2019 à Yokohama, au Japon. Pendant 3 jours, les chefs d'Etats et de gouvernements africains, ou leurs représentants, prendront part à cette tribune de haut niveau pour entrevoir les opportunités qu'offre le gouvernement japonais pour l'avenir du continent.

A ce sujet, le thème de cette 7ème Conférence de Tokyo est aussi clair qu'édifiant. Les dirigeants japonais laissent percevoir dans leur politique une volonté affichée d'aider les Etats africains à acquérir leur autonomie. A l'instar de leur pays, qui, après la grande guerre mondiale, a su fusionner les connaissances technologiques des Occidentaux avec leurs propres expériences et coutumes pour se construire.

Ainsi, pour le Premier ministre Shinzo Abe et son gouvernement, il ne peut y avoir de meilleure façon d'aider l'Afrique qu'en mettant l'accent prioritairement sur l'assistance technique aux Etats. « Le Japon fournit ses appuis de façon dynamique aussi bien en matière d'aide financière (prêts et dons) que d'assistance technique. Ceci s'explique par le fait que l'assistance technique représente le mieux la philosophie de l'aide japonaise qui consiste en "l'appui à l'autonomie". Il s'agit de contribuer au développement de la capacité de sorte que le pays bénéficiaire puisse se développer de façon autonome », expliquait face à des journalistes, le mois dernier, le président de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), M. Shinichi Kitaoka. (In Frat Mat du 17 juillet 2019).

Ces propos du premier responsable des aides du Japon dans le monde résume fort bien tout ce qui va se passer pendant ces trois jours de rencontre au Centre international de conférence de Yokohama. A savoir les réflexions sur les axes stratégiques pour aider les Etats africains à se prendre en charge par le transfert de technologie, la formation des cadres, bien évidemment avec les investissements directs des entreprises privées du pays du Soleil levant sur le continent. Des opportunités que les dirigeants africains vont essayer de saisir par leur participation à cette 7ème Conférence de Tokyo dont les conclusions seront connues le vendredi 30 août prochain.





G7 à Biarritz : 5 chefs d'Etat africains présents

C'est du jamais vu : 5 chefs d'Etat africains ont été invités par le président Macron au sommet du G7 à Biarritz qui s'est achevé ce lundi 26 août 2019. Il s'agit, rapporte L'Observateur Paalga à Ouagadougou, de Al Sissi d'Egypte, président en exercice de l'UA, de Paul Kagamé du Rwanda qui a dirigé l'organisation continentale en 2018, de Macky Sall du Sénégal, président du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, de Roch Kaboré du Burkina, président du G5 Sahel, et de Cyril Ramaphosa de l'Afrique du Sud, l'un des pays émergents du continent.

Alors, « si ce n'est pas la première fois que des dirigeants africains participent à un sommet du G7, c'est la première fois qu'ils sont cinq à y prendre part, note L'Observateur Paalga, et qui plus est, ils auront été associés aux travaux préparatoires. Une mise à contribution qu'ils doivent au président Macron, pour qui "le temps où un club de pays riches pouvait définir seul les équilibres du monde est depuis longtemps dépassé"; et un de ses conseillers de renchérir : "sur des problématiques qui concernent le monde entier, on ne peut s'en tenir à des décisions à sept. Il faut aller au-delà". Voilà pour les bonnes intentions françaises ! Mais la triste réalité, commente le quotidien ouagalais, c'est que l'Afrique, qui participe à environ 5 % du commerce mondial, a de la peine à se faire entendre sur ses problèmes spécifiques relatifs au changement climatique, aux évasions fiscales orchestrées par les multinationales, au chômage, à l'insécurité, etc. »

Juste par acquis de conscience ?

Le Pays, toujours au Burkina, hausse le ton : « Les riches ne s'intéressent aux pauvres que par acquis de conscience. [...] Les 5 présidents africains invités à ce sommet l'ont été juste pour meubler le décor, dénonce le quotidien burkinabé [...]. En tout cas, on souhaiterait être démenti par les conclusions auxquelles parviendra cette rencontre en rapport avec les préoccupations de l'Afrique. Ce sont elles qui nous indiqueront si, oui ou non, le G7 est véritablement solidaire de l'Afrique. Tous les discours d'apitoiement qui y seront prononcés, relèvent de la diversion et de

l'hypocrisie. Le G7 a l'obligation morale et politique de poser des actes concrets et observables pour sauver le Sahel. Il doit d'autant plus le faire que les malheurs actuels du Sahel sont une des conséquences du chaos que certains de ses membres ont contribué à installer en Libye. »

L'Afrique subsaharienne toujours plus pauvre

Au-delà du terrorisme, c'est la question de la pauvreté sur le continent qui retient encore et toujours l'attention...

En effet, relève Le Point Afrique, « selon les données de la Banque mondiale, le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde est tombé au niveau sans précédent de 10 % en 2015, contre 11 % en 2013. Mais l'Afrique subsaharienne fait exception. Selon les dernières projections de la Banque mondiale, poursuit Le Point Afrique, cette région concentrera en 2050 près de 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. [...] "L'Afrique subsaharienne est la seule région à avoir enregistré entre 2013 et 2015 un doublement du nombre de personnes vivant avec moins de 1,9 dollar par jour", constate Carolina Sanchez-Paramo, directrice chargée de la pauvreté à la Banque mondiale. Le Nigeria, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo sont les pays qui comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ». Deux facteurs explicatifs, pointe encore Le Point Afrique : une démographie galopante et des situations de fragilité institutionnelle et de conflits.

L'hommage à Amath Dansokho

A la Une également, la disparition vendredi d'Amath Dansokho, figure majeure de la gauche sénégalaise...

l'opposition. Il disait : "Moi, je ne suis le chef de personne. Et personne ne peut être mon chef". »

Source : RFI / MCP, via mediacongo.net



G7 : de l'Iran à la forêt amazonienne, les quatre avancées du sommet

De la lutte contre les inégalités à Hongkong, en passant par la crise libyenne, le G7 a survolé nombre de dossiers. Mais c'est surtout sur l'Iran, la taxation des géants du numérique, l'Amazonie ou le commerce que des avancées ont pu être notées. Tour d'horizon.

Iran : vers la désescalade ?

Une rencontre entre les présidents américain et iranien ? Au lendemain de la visite surprise à Biarritz, en marge du G7, du ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif, Donald Trump a laissé entendre qu'elle était possible « si les circonstances s'y prêtent ». La déclaration tranche avec la « pression maximale » mise en œuvre depuis mai 2018 par l'administration américaine, stratégie qui a failli dégénérer en conflit ouvert avant l'été. Elle conclut un sommet où le dossier iranien s'est hissé en haut de l'agenda, à l'initiative d'Emmanuel Macron, qui a endossé le rôle de médiateur. « Nous sommes d'accord sur l'objectif stratégique, a assuré le président français, gommant ainsi ses divergences avec la ligne dure tenue jusqu'ici par Washington : « Etre sûr que l'Iran ne se dote pas de l'arme nucléaire et éviter un embrasement dans la région. » Trump a abondé : « Nous ne voulons pas de changement de régime. »

« Les nombreux échanges ont permis de dessiner un chemin. Rien n'est fait, les choses sont éminemment fragiles », a ajouté Macron. De fait, les deux chefs d'Etat n'ont rien dit du contenu des discussions, insistant sur leur concorde. Trump a ainsi reconnu qu'il était au courant en amont de la visite surprise de Zarif. Macron l'a prévenu - sans lui demander l'autorisation, dit-il - lors de leur déjeuner en tête-à-tête samedi. Les autres membres du G7 l'ont appris le soir même.

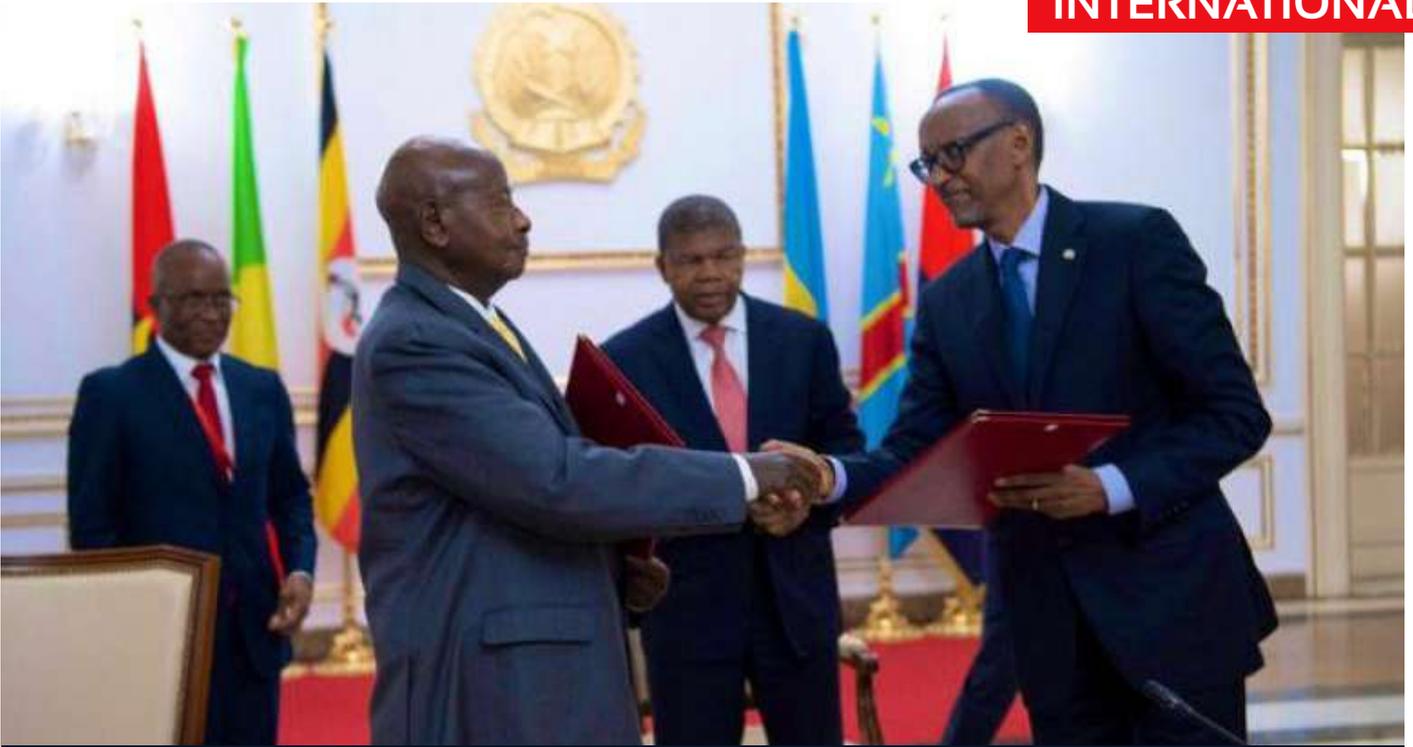
« C'est un grand pas en avant. Il y a maintenant une atmosphère qui permet des discussions », s'est réjoui Angela Merkel. L'Allemagne est partie à l'accord sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015 et renié

par Trump en mai 2018. Alors que sa visite éclair a provoqué l'ire des plusieurs conservateurs à Téhéran, Javad Zarif a bénéficié lundi matin du soutien du président iranien. « Je pense que nous devons utiliser tous les outils pour [servir] les intérêts nationaux. [...] Si je sais que je vais à une réunion susceptible de conduire à la prospérité dans mon pays et de régler les problèmes des gens, je n'hésite pas », a affirmé Hassan Rohani. Pour Emmanuel Macron, cette déclaration est bien la preuve que le président iranien est « ouvert à cette rencontre » avec Donald Trump.

Amazonie : initiative pour la reforestation

« Au cœur de ce G7 pour les inégalités, il y aura le sujet du climat et de la biodiversité », avait annoncé Macron, vendredi. Pourtant, la protection de l'environnement a été reléguée au second plan. Les chefs d'Etat ont toutefois consacré une heure et demie de discussions à l'urgence climatique lors de la dernière journée de G7, lundi. Un sujet que le climatocéphale en chef Trump a séché au profit de discussions bilatérales. Pour lutter contre les feux qui ravagent l'Amazonie, les chefs d'Etat ont d'abord promis une aide d'urgence (très symbolique) d'au moins 20 millions de dollars et un soutien militaire « immédiat », notamment avec l'envoi d'avions bombardiers d'eau.

Aussi, une initiative pour la reforestation de l'Amazonie sera lancée lors de l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre. « Les pays du G7 contribuent eux-mêmes à la déforestation en Amazonie en y important du soja », rétorque Lucile Dufour de Réseau Action Climat. « La forêt brûle également en Afrique subsaharienne », s'est aussi alarmé Macron. Après avoir échangé avec le président de l'Union africaine, il a annoncé qu'il envisageait de lancer des mesures similaires à celles décidées par l'Amazonie. Et promis de porter l'engagement du G7 à 5 milliards de dollars pour le fonds vert pour le climat, une adoption par les chefs d'Etat de la charte pour la biodiversité, y compris par l'Inde, et des initiatives pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.



Paix en Afrique centrale : un mini-sommet de la CIRGL à Luanda

Tous les regards tournés vers Luanda ce mercredi 21 août 2019. La capitale angolaise abrite un mini-sommet quadripartite de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) regroupant les présidents Yoweri Museveni de l'Ouganda, Paul Kagame du Rwanda, Félix Tshisekedi de la RDC, l'hôte Joao Lourenço et Denis Sassou-Nguesso du Congo-Brazzaville qui préside l'organisation en ce moment.

D'après des sources proches, les cinq dirigeants devraient aborder des questions inhérentes à la paix dans la sous-région. Ici, la situation sécuritaire est mise à rude épreuve par des violences causées par des groupes armés, notamment dans l'Est de la RDC. Une RDC dont le chef de l'État a récemment appelé à une coalition sous-régionale contre ces milices.

L'Afrique centrale, ce sont aussi quelques tensions diplomatiques entre voisins. Ainsi qu'en témoigne l'escalade verbale enregistrée en mai dernier entre le Rwanda et l'Ouganda.

Ce mini-sommet de Luanda s'avère donc déterminant.

La CIRGL comprend onze États membres : l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.



Source : Africanews / MCP, via mediacongo.net



Échange de renseignements fiscaux entre administrations africaines, le sujet fait grand débat

Le Forum de l'administration fiscale africaine fête ses dix ans d'existence. L'organisation passe désormais pour la plus représentative de l'Afrique en matière de fiscalité dans le monde. Pour l'avenir, les 38 États membres font de l'amélioration de la performance fiscale l'un des défis de développement des pays africains.

POUR MARQUER la première décennie de son existence d'une empreinte spéciale, le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) a prévu une série d'événements régionaux en Afrique pendant l'année. En juillet, Rabat au Maroc et Lomé au Togo ont accueilli deux importantes réunions de l'ATAF. Les événements visent à mettre en évidence les travaux de l'organisation et les réalisations, mais aussi de tourner le regard vers l'avenir, en traçant la voie des 10 prochaines années de l'ATAF. Créé en 2009 à Kampala, l'ATAF est une plateforme internationale d'adhésion des autorités fiscales africaines, qui vise à l'amélioration des systèmes fiscaux en Afrique à travers l'échange d'informations et la contribution active à l'agenda fiscal régional et mondial.

À l'heure du bilan, des observateurs notent que l'organisation joue un rôle significatif dans le développement de la fiscalité en Afrique. Tenez : avec le concours de l'ATAF, par exemple, la Zambie et le Botswana ont engagé la réforme des règles de prix de transfert. Le Botswana a mis en place de nouvelles règles relatives à la déductibilité des intérêts selon l'approche prônée par l'ATAF. En juin 2018, l'Organisation des Nations Unies pour la coopération et le développement économique (OCDE) a renouvelé l'accord de coopération avec le Forum de l'administration fiscale africaine qui court jusqu'en juin 2023. Cette coopération porte sur « les incitations fiscales en faveur de l'investissement, les prix de transfert, l'échange de renseignements, l'éducation des contribuables, le recueil de statistiques sur les recettes publiques des pays africains et l'appui à l'initiative proposée par Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) ».

L'ATAF est également à l'origine de la création de la Tax Administration Library (TAL), une plateforme qui centralise la publication des bonnes pratiques, les expériences et les connaissances en matière fiscale par les membres de l'organisation. L'ATAF publie aussi des analyses dont la Note technique sur les défis fiscaux posés en Afrique par l'économie numérique. Alors, cette année, à Rabat, les membres ont remis sur la table des discussions la problématique de la performance fiscale. C'est une question préoccupante en RDC, où les recettes mobilisées sont largement en dessous du potentiel fiscal. Selon les experts, la performance fiscale est non seulement liée au facteur activité économique, mais aussi à d'autres, difficilement quantifiables, comme les exemptions fiscales, les dépenses fiscales, l'évasion fiscale, la bonne gouvernance fiscale, la gestion de l'administration fiscale...

Pour une plateforme d'échange de renseignements fiscaux entre les administrations africaines. L'idée fait du chemin. En tout cas, un large consensus prend corps à travers les administrations fiscales africaines autour de la nécessité des échanges de renseignements pour optimiser la mobilisation des recettes dans un écosystème caractérisé par l'accroissement des besoins des États. « Aujourd'hui, aucune administration ne peut évoluer seule », a déclaré Essowavana Aduyi, commissaire des impôts à l'Office togolais des recettes (OTR). Nécessité de coopération entre les administrations fiscales africaines. La question était d'actualité lors de la 3^e réunion consultative du Forum de l'administration fiscale africaine qui vient de se tenir à Lomé au Togo.



RDC : Makutano 5, Anthony Nkinzo évoquera les réformes sur le climat des affaires (ANAPI)

Le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI), Anthony Nkinzo sera panéliste aux travaux de la cinquième édition du Forum Makutano qui se tiendra du 6 au 7 septembre 2019 à Kinshasa. Il entend évoquer les avancées enregistrées par le pays dans la mise en oeuvre des réformes sur le climat des affaires.

Dans une vidéo postée sur la page Facebook de Makutano, Anthony Nkinzo, a levé un pan de voiles sur le contenu de ce que l'ANAPI va présentera lors de ce forum.

« Nous allons parler de l'état des lieux des réformes des institutions. Nous allons communiquer en avant-première sur la feuille de route qui a été arrêtée au niveau des experts des institutions de la République, pour donner la ligne directrice des différentes réformes que nous attendons mettre sur la place publique. Par exemple, la loi sur la préférence locale ». La démarche du gouvernement congolais vise à améliorer les conditions de l'environnement des affaires pour attirer les investissements tant locaux qu'étrangers. Dans cette perspective, l'ANAPI souhaite utiliser le forum Makutano pour promouvoir le concept de mère porteuse, placé dans le plan stratégique de son institution.

« La RDC dispose d'énormes potentialités. Aujourd'hui, nous nous employons à faire la promotion de l'image du pays. Et nous croyons que l'ANAPI veut utiliser Makutano de manière à ce que nous puissions avoir ce vrai concept de mère porteuse. Le concept de mère porteuse a été inscrit dans notre plan stratégique pour que nous puissions nous rapprocher de certaines personnes, là où l'ANAPI ne se retrouve pas», a ajouté Anthony Nkinzo.

Le défi de ce cinquième forum annuel consistera à identifier les filières peu ou pas explorées, avec un focus particulier sur le développement durable et les leviers de financements innovants pour l'Etat.

« Le Makutano représente pour moi la réalisation d'un rêve ; un rêve des congolais qui se disent que nous devons nous mettre ensemble et échanger sur de vraies questions de la politique, de l'économie et du développement de notre pays », a précisé le directeur général de l'ANAPI. Les travaux de la cinquième édition de ce Forum international vont se dérouler du 6 au 7 septembre prochain au Fleuve Congo Hotel Kinshasa. Des personnalités de haut rang du monde des affaires et de décideurs politiques venus des quatre coins de l'Afrique y prendront part.



Source : zoom-eco.net



Pour son 5^e Summit Africa, Seedstars veut amplifier le potentiel du continent

C'est le 1^{er} août à Johannesburg que l'annonce officielle de la compétition régionale pour 2019 a été faite. L'événement organisé en partenariat avec HYBR aura lieu dans cette ville sud-africaine du 3 au 5 décembre, dans la perspective de faciliter les meilleures opportunités d'affaires et d'investissement en Afrique.

CETTE ANNÉE, le Seedstars Summit Africa réunira son large réseau de startups, investisseurs, mentors, ambassadeurs, partenaires et plus de 300 acteurs clés d'Afrique. Au programme de cet événement de trois jours, les organisateurs ont prévu, le premier jour, des bootcamps, où les startups s'imprégneront d'un contenu théorique et pratique sur les divers modèles de croissance et canaux d'acquisition, préparé à leur intention par l'équipe d'investissement de Seedstars. Le deuxième jour sera consacré à l'Investor Forum, aux pitches d'une minute des startups issues de la compétition Seedstars World et aux rencontres individuelles entre investisseurs, mentors et entrepreneurs. Et le troisième jour, ça sera la journée dédiée à la conférence. Il est prévu des sessions de networking et des ateliers thématiques dans la matinée. Puis dans l'après-midi, des pitches des startups finalistes, des exposés des entrepreneurs chevronnés et d'Alumni Seedstars, ainsi que la remise des prix.

Ambition et initiatives

Tisser les liens et célébrer l'entrepreneuriat en Afrique, voilà l'objectif que poursuit le Seedstars Summit Africa. Pour les responsables de Seedstars, bâtir un écosystème solide liant technologie et innovation en Afrique est une priorité. Cette année, le groupe a lancé de multiples initiatives pour apporter un soutien structurel à l'environnement entrepreneurial. Seedstars s'est associé à First Growth Ventures pour lancer Seedstars Africa Ventures, qui est un fonds pour l'Afrique subsaharienne d'une taille cible de 100 millions de dollars. Ce fonds, nous explique-t-on, permettra de réaliser des investissements minoritaires en early-stage, allant de 250 000 dollars à 5 millions de dollars dans les entreprises les plus prometteuses et innovantes, à travers différents secteurs et pays.

Parallèlement, Investment Readiness Program (IRP) qui est un programme hybride, revoit les bases du modèle d'accélérateur classique en créant un mix unique et personnalisé pour améliorer la performance des startups et les préparer à lever des fonds. La prochaine promotion débute le 2 septembre et les inscriptions sont déjà en cours via le site internet irp.seedstars.com.

Claudia Makadrsto, le Regional Manager chez Seedstars, est satisfaite : « Nous sommes ravis d'organiser le Seedstars Summit Africa à Johannesburg en Afrique du Sud cette année. L'événement souhaite aborder des sujets non-conventionnels et pertinents sur l'entrepreneuriat en mettant l'entrepreneur au cœur du discours. » Après avoir soutenu les entrepreneurs pendant plus de 5 ans sur le continent et dans les marchés émergents, Claudia Makadrsto croit qu'il était temps de « poser les valises dans l'une des Startup Nations les plus vibrantes du continent ».

Pour pouvoir générer ces opportunités pour l'écosystème africain et organiser le meilleur événement possible, le Seedstars Summit Africa 2019 est soutenu par HYBR, avec l'aide de l'ambassade de Suisse en Afrique du Sud, l'Agence d'Innovation et Technologie sud-africaine et de DOEN. En tout cas, commente Vuyisa Qabak, partenaire chez HYBR Group, l'Afrique du Sud est l'écosystème leader en Afrique en termes d'innovation et de technologie. « En organisant le Seedstars Summit Africa ici (Afrique du Sud, nldr), nous espérons catalyser l'esprit entrepreneurial de notre jeunesse en invitant les entreprises les plus innovantes d'Afrique à nous rejoindre », déclare-t-il.

Source : business-et-finances.com

**LIBRE DE FAIRE
DES RETRAITS
SANS CARTE**

www.equitybank.cd



RDC : Equity Bank ramène la banque dans le téléphone de sa clientèle

Equity Bank Congo affirme avoir changé le concept de la relation avec la banque et même la vision de celle-ci auprès de sa clientèle. Avec cinq différentes offres, elle a ramené la banque dans le téléphone de chacun de ses clients. Ces services bancaires ont été présentés lors de la cérémonie du lancement de la campagne Digital Banking intervenue, ce lundi 22 juillet 2019 à Kinshasa, sous le thème « être libre de bouger avec sa banque à tout moment. »

« Plus besoin d'aller dans une agence, le client devient son propre banquier et libre de faire ses achats de crédit téléphonique, libre de déposer de l'argent dans son compte, libre d'envoyer de l'argent vers n'importe quel numéro de téléphone, libre de faire des transferts, libre de retirer de l'argent sans une carte bancaire, libre de retirer de l'argent d'un compte mobile money dans nos distributeurs... », a indiqué le directeur général d'Equity Bank, Célestin Mukeba.

En effet, ce pack de cinq services dit « Banque dans ton téléphone » a été non seulement expérimenté mais aussi présenté aux professionnels des médias au cours de cette rencontre.

L'Ar-phone

Ce produit permet au client Equity Bank de gérer ses comptes par un sms envoyé au 420. Il a la possibilité de consulter le solde du compte en envoyant S au 420 ou STOUS au 420 pour tous les comptes que détiennent les clients ; de recevoir les 5 dernières transactions dans un mini relevé en envoyant M au 420.

Eazzy 247 DRC

C'est l'application mobile d'Equity Bank Congo qui permet à tout client d'effectuer des transactions financières à partir d'un smartphone. Cette application téléchargeable en ligne (Play store, Apple store et Microsoft store) facilite notamment la consultation du solde, le transfert de l'argent, l'achat des unités de communication, la localisation des distributeurs, le paiement des factures et l'opération des retraits sans carte au DAB d'Equity Bank Congo.

Il s'agit d'un chat bot obtenu dans le réseau social Telegram qui permet au client d'Equity Bank d'effectuer certaines transactions bancaires à partir d'un menu interactif. L'application est téléchargeable en ligne (Play store, Apple store et Microsoft store).

USSD (Unstructured Supplementary Service Data)

Ce produit facilite à tout client d'Equity Bank l'accès au menu mobile Banking hors connexion internet et d'effectuer des transactions bancaires à partir de son téléphone mobile. Il cible prioritairement de clients qui n'ont pas de smartphones ou qui sont dans des zones péri-urbaines où il est difficile d'accéder aux services financiers.

Source : zoom-eco.net



RDC : International Banker décerne à SOFIBANQUE deux Awards 2019 de meilleure banque

La SOFIBANQUE, sélectionnée parmi d'autres banques en République Démocratique du Congo par le panel du magazine britannique International Banker, s'est vue décerner la récompense de « Meilleure Banque commerciale » et celle de « Meilleure Banque innovatrice dans la gestion de clients particuliers ». C'était lors de la prestigieuse cérémonie de l'International Banker Awards 2019 qui s'est déroulée en mai dernier.

Les International Banker Awards 2019 ont été décernés à titre de récompense à des personnalités et des organisations de premier plan, établissant de nouveaux critères de performance et repoussant les limites du secteur financier dans les pays où elles évoluent.

C'est ainsi que les efforts de la SOFIBANQUE ont été reconnus par cette organisation internationale. A ce sujet, l'Administrateur Directeur Général de cette banque, Monsieur Henry WAZNE, n'a pas manqué de féliciter l'ensemble du personnel « pour son engagement et ses résultats » qui ont permis à la Banque d'atteindre ce niveau d'excellence et d'obtenir ces prestigieuses récompenses.

En effet, l'International Banker est une publication incontournable pour tous les professionnels travaillant dans les finances et couvre tous les domaines du secteur, tels que la Gestion des risques, la Finance structurée, le Trading, l'Analyse des entreprises, la Responsabilité sociale des entreprises et les Nouvelles Technologies.

L'« International Banker Awards » a été créé, afin d'identifier les principales organisations qui représentent des points de repère, en matière de réussite, de gouvernance d'entreprise, de développement technologique et de service à la clientèle, contribuant ainsi à la croissance économique des pays dans lesquels elles exercent leurs activités.

Ces organisations sont désignées à travers le monde, par un panel de lecteurs, composé principalement de décideurs de haut niveau. Un comité de juge- experts a ensuite la charge de choisir et récompenser celles qui se sont le plus distinguées.





RDC : BGFIBank lance le processus d'obtention de la certification AML 30000

BGFIBank RDC vient de démarrer le processus d'obtention de la certification AML 30000. Il s'agit de la norme de conformité exigeante qu'elle entend détenir afin de renforcer le niveau de confiance de sa clientèle et de ses partenaires

En effet, la norme AML 30000 pour «Anti-Money Laundering – Index 30000 » est portée par un collectif d'experts internationaux spécialistes des questions de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terroriste.

Le référentiel repose sur des modèles de normalisation et des systèmes de certification inscrits dans la réglementation internationale en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Et la norme est émise par un organisme de certification tiers dûment autorisé.

« Ce processus de certification externe, qui reflète la stratégie de BGFIBank RDC, a pour but de renforcer la mise en conformité des process de la Banque par rapport aux exigences internationales les plus strictes afin d'élever toujours plus le niveau de confiance vis-à-vis de ses clients et de ses partenaires », précise la direction générale.

BGFIBank RDC sera assistée par le cabinet d'avocats international Hugues Hubbard & Reed LLP dans le cadre de cette démarche ainsi que dans la mise en œuvre et le renforcement de son dispositif de contrôle interne

LCB/FT (lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme).

Oyima : « 2018 aura été l'année du renforcement pour le Groupe BGFIBank»

Le Groupe BGFIBank, présents dans onze pays en Afrique et en Europe, affirme être leader sur son marché en Afrique centrale. En RDC, sa filiale dirigée par Marlène Ngoyi Mvidia figure dans le top 4 des plus grandes banques. Ses parts de marché y sont en constante progression.



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

Source : zoom-eco.net



Projet Points de Vente verts : Bracongo passe au concret

Dans le but de se conformer à son programme sociétal, en phase avec l'Objectif de Développement Durable (ODD 13) lié à la protection de l'environnement, BRACONGO s'active dans la mise en place de points de ventes verts. L'initiative consiste à instaurer, en partenariat avec certains tenanciers, des bars modèles qui respecteraient des normes écologiques doublées d'une gestion efficiente. L'objectif pour BRACONGO est d'améliorer l'attractivité et la performance de l'entreprise en adressant les préoccupations majeurs des consommateurs notamment, la pauvreté et le climat.

C'est dans ce cadre que BRACONGO procède depuis peu à la livraison de générateurs solaires. Ces derniers permettraient aux responsables des bars ciblés de faire des économies en termes de coûts liés au carburant et les épargneraient de toutes formes de pollutions (sonore, atmosphérique...).

Les premiers bars à bénéficier de cet appui est Couleur Café 1 & 2 situés dans la commune de Kinshasa. Deux générateurs d'une puissance motrice de 5 KVA chacun et un générateur de 13 KVA ont été livrés au responsable de ces bars. Ils sont l'oeuvre d'une startup Congolaise BiyokoTech tenue par Christmas Biyoko. BRACONGO fait ainsi d'une pierre deux coups en soutenant l'entrepreneuriat locale, c'est-à-dire le made in Congo, conformément à deux de ses axes prioritaires : inclusion et équité, et approvisionnement local.

BRACONGO espère doter d'autres bars partenaires de ces générateurs solaires pour susciter un effet d'entraînement. La démarche viserait à inciter les autres tenanciers à abandonner l'usage de l'énergie fossile au profit de l'énergie renouvelable. Cette action marque la volonté de l'entreprise de consolider le processus de verdissement de ses activités.



Source : www.bracongodurable.com

ANNUAIRE DES MEMBRES -2019-



Réseau **d'affaires**
international



**Déjà
Disponible**